

RCS : EVREUX Code greffe : 2702

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de EVREUX atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2010 B 00146 Numéro SIREN : 520 457 136 Nom ou dénomination : CLOVIS
--

Ce dépôt a été enregistré le 20/01/2021 sous le numéro de dépôt 311

■ Bilan Actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 29/02/2020	Net 31/03/2019
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	490	490		
Fonds commercial (1)	1 053 000		1 053 000	1 053 000
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	206 656	55 750	150 905	171 469
Autres immobilisations corporelles	896 646	195 043	701 603	760 141
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	21 305		21 305	20 909
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	2 178 097	251 283	1 926 814	2 005 519
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	741 672		741 672	882 724
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	20 166	151	20 015	19 471
Autres créances	132 349		132 349	184 653
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	800 196		800 196	578 443
Charges constatées d'avance (3)	8 355		8 355	2 520
TOTAL ACTIF CIRCULANT	1 702 739	151	1 702 588	1 667 811
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	3 880 835	251 434	3 629 401	3 673 330
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

■ Bilan Passif

	29/02/2020	31/03/2019
CAPITAUX PROPRES		
Capital	82 800	82 800
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	580 000	580 000
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	4 140	4 140
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	649 793	492 580
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	104 562	157 213
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	1 421 296	1 316 733
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	919 137	1 087 523
Emprunts et dettes financières diverses (3)	105 296	108 485
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	971 333	969 893
Dettes fiscales et sociales	193 287	189 169
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	720	1 526
Produits constatés d'avance (1)	18 333	
TOTAL DETTES	2 208 105	2 356 597
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	3 629 401	3 673 330
(1) Dont à plus d'un an (a)	734 102	903 436
(1) Dont à moins d'un an (a)	1 474 004	1 453 161
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

■ Compte de résultat

	France	Exportations	29/02/2020	31/03/2019
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises	10 642 448		10 642 448	12 907 853
Production vendue (biens)	879 633		879 633	1 285 773
Production vendue (services)	189 773		189 773	213 598
Chiffre d'affaires net	11 711 854		11 711 854	14 407 224
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			8 214	8 774
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			21 949	11 393
Autres produits			18 348	8 211
Total produits d'exploitation (I)			11 760 364	14 435 602
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises			8 965 225	10 878 420
Variations de stock			141 052	207 306
Achats de matières premières et autres approvisionnements			623 806	891 672
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			780 928	990 139
Impôts, taxes et versements assimilés			131 674	115 862
Salaires et traitements			695 882	843 273
Charges sociales			156 321	216 711
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			115 423	124 396
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			151	1 230
- Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Autres charges			12 872	10 511
Total charges d'exploitation (II)			11 623 334	14 279 521
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			137 031	156 081
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			216	406
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			216	406
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			7 625	10 797
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			7 625	10 797
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			-7 409	-10 391
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			129 622	145 690

■ Compte de résultat(suite)

	29/02/2020	31/03/2019
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	3 587	45 716
Sur opérations en capital		11 500
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	3 587	57 216
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		10 480
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total charges exceptionnelles (VIII)		10 480
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	3 587	46 736
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	28 646	35 213
Total des produits (I+III+V+VII)	11 764 167	14 493 224
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	11 659 604	14 336 011
BENEFICE OU PERTE	104 562	157 213
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		



ANNEXE

Exercice du 01/04/2019 au 29/02/2020

■ Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS CLOVIS

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 29/02/2020, dont le total est de 3 629 401 euro et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 104 562 euro.

L'exercice a une durée de 11 mois, recouvrant la période du 01/04/2019 au 29/02/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 27/05/2020 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 29/02/2020 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 4 novembre 2016.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les états financiers de l'entité ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité. Les activités ont commencé à être affectées par COVID-19 au premier trimestre (ou semestre) 2020. Compte tenu du caractère récent de l'épidémie et des mesures annoncées par le gouvernement pour aider les entreprises, l'entité n'est toutefois pas en capacité d'en apprécier l'impact chiffré éventuel.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euro.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

En cas de présence d'un fonds de commerce ou droit au bail, si celui-ci ne fait pas l'objet d'un plan d'amortissement, un test de dépréciation est réalisé.

Le test de dépréciation est réalisé à partir d'une approche comparative (% du chiffre d'affaires annuel applicable dans la branche d'activité, multiple de l'excédent brut d'exploitation retraité,...).

Une provision est comptabilisée quand la valeur d'utilité issue du test de dépréciation est inférieure à la valeur comptable.

■ Règles et méthodes comptables

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Titres de participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

En cas de présence à la date de clôture de l'exercice, la valeur brute des titres est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

En cas d'existence dans les présents comptes, les stocks et les en-cours sont valorisés :

- à leur prix d'achat net augmenté des frais accessoires pour les matières premières et les marchandises,
- à leur coût de production pour les en-cours de production,
- à leur prix de revient pour les produits finis.

Des provisions pour dépréciations ont été constituées chaque fois que la valeur vénale du bien était inférieure à sa valeur d'inventaire.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 0 %
- Taux de croissance des salaires : 0,5 %
- Age de départ à la retraite : 62 ans
- Table de taux de mortalité : Table Insee 2018

■ Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	1 053 000			1 053 000
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	490			490
Immobilisations incorporelles	1 053 490			1 053 490
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	203 152	3 504		206 656
- Installations générales, agencements aménagements divers	854 466	32 817		887 283
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	9 363			9 363
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	1 066 981	36 321		1 103 302
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	20 909	396		21 305
Immobilisations financières	20 909	396		21 305
ACTIF IMMOBILISE	2 141 380	36 717		2 178 097

■ Notes sur le bilan

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

	29/02/2020
Éléments achetés	1 053 000
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	
Total	1 053 000

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	490			490
Immobilisations incorporelles	490			490
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	31 682	24 068		55 750
- Installations générales, agencements aménagements divers	99 549	89 758		189 307
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	4 139	1 596		5 735
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	135 370	115 423		250 793
ACTIF IMMOBILISE	135 860	115 423		251 283

■ Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	21 305		21 305
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	20 166	20 166	
Autres	132 349	132 349	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	8 355	8 355	
Total	182 175	160 870	21 305
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	67 155
Disponibilités	
Total	67 155

■ Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières	1 230	151	1 230	151
Total	1 230	151	1 230	151
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		151	1 230	
Financières				
Exceptionnelles				

Capitaux propres

Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	828	100,00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	828	100,00

■ Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	919 137	185 035	734 102	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	971 333	971 333		
Dettes fiscales et sociales	193 287	193 287		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	106 016	106 016		
Produits constatés d'avance	18 333	18 333		
Total	2 208 105	1 474 004	734 102	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	168 322			
(**) Dont envers les associés	105 296			

Charges à payer

	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	352
Emprunts et dettes financières divers	1 267
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	65 449
Dettes fiscales et sociales	157 454
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
Total	224 523

■ Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Montant
Charges d'exploitation	8 355
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
Total	8 355

Produits constatés d'avance

	Montant
Produits d'exploitation	18 333
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
Total	18 333

■ Autres informations

Evènements postérieurs à la clôture

La société CLOVIS a cessé l'activité de l'exploitation d'un fonds commercial Carrefour Market au 29 février 2020 mais elle refacture un loyer commercial à une nouvelle société PILALEURE.

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euro
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
<i>Nantissement du Fonds de Commerce à hauteur du montant du prêt du Crédit Agricole</i>	918 784
Autres engagements donnés	918 784
Total	918 784
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

■ Autres informations

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 105 800 euro

Pour un régime à prestations définies, il est fait application de la recommandation n°2003-R.01 du 1er avril 2003.

CLOVIS
Société par actions simplifiée au capital de 82.800 euros
Siège social : Triage de la Pelleterie – Breteuil-sur-Iton – 27160 BRETEUIL
RCS EVREUX 520 457 136

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS
DE L'ASEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 31 AOUT 2020

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 29 février 2020

L'assemblée générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice, soit la somme de 104.562,41 euros, de la manière suivante :

- Bénéfice de l'exercice 104.562,41 euros
- Au poste « réserve légale ».....4.140,00 euros
- Le solde au poste « autres réserves »..... 100.422,41 euros

Compte tenu de cette affectation, le poste « réserve légale » est entièrement doté, le poste « autres réserves » s'élève à 750.215,88 euros et les capitaux propres sont de 1.421.295,88 euros.

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du code général des impôts, nous vous rappelons que les distributions de dividendes suivantes sont intervenues :

- Par décision en date du 2 janvier 2018, il a été décidé de distribuer la somme de 115.313 euros bruts. Ces dividendes ont été éligibles à la réfaction de 40% mentionnée à l'article 125-3 2° du code général des impôts à hauteur d'environ 10.862,82 euros bruts.

- Par décision en date du 5 avril 2018, il a été décidé de distribuer la somme de 96.101,68 euros bruts. Ces dividendes ont été éligibles à la réfaction de 40% mentionnée à l'article 125-3 2° du code général des impôts à hauteur d'environ 9.053,06 euros bruts.

Vote de l'assemblée générale ordinaire annuelle du 31 août 2020

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Certifiée conforme
La Présidence

Philippe CARMENTRAND

Signé par Philippe CARMENTRAND

✓ Signé et certifié par **yousign** 

CLOVIS

Société par Actions Simplifiée au Capital de 82 800 Euros

Triage de la Pelleterie

27160 BRETEUIL SUR ITON

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

RELATIFS A L'EXERCICE DE ONZE MOIS CLOS LE 29 FEVRIER 2020

Sommaire

- Rapport sur les comptes annuels
- Rapport spécial sur les conventions réglementées

DIAGNOSTIC EXPERTISE CONSEIL

Siège social
Parc de la Vatine
7, rue A. Sakharov
76130 Mont-Saint-Aignan
Tél. : 02 35 61 45 00
Fax : 02 35 61 43 89

decmsa@groupe-dec.fr
www.groupe-dec.fr

Bureau secondaire
71, avenue Adolphe Geeraert
59240 Dunkerque
Tél. : 03 28 26 66 50
Fax : 03 61 17 80 55

decmsa@groupe-dec.fr
www.groupe-dec.fr



DEC - Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre de la région Rouen-Normandie
Société de Commissariat aux comptes inscrite à la compagnie régionale de Rouen
Société par actions simplifiée au capital de 369 225€
378 735 823 RCS ROUEN
N° d'identification à la TVA : FR 18 378 735 823

CLOVIS

Triage de la Pelleterie
27160 BRETEUIL SUR ITON

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
RELATIF A L'EXERCICE DE ONZE MOIS CLOS LE 29 FEVRIER 2020

A l'assemblée générale,

I – OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CLOVIS relatifs à l'exercice clos le 29 février 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par la Présidente le 27 mai 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au COVID-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II – FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

df

DIAGNOSTIC EXPERTISE CONSEIL

Siège social
Parc de la Vatine
7, rue A. Sakharov
76130 Mont-Saint-Aignan
Tél. : 02 35 61 45 00
Fax : 02 35 61 43 89

decmsa@groupe-dec.fr
www.groupe-dec.fr

Bureau secondaire
71, avenue Adolphe Geeraert
59240 Dunkerque
Tél. : 03 28 26 66 50
Fax : 03 61 17 80 55

decmsa@groupe-dec.fr
www.groupe-dec.fr



DEC - Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre de la région Rouen-Normandie
Société de Commissariat aux comptes inscrite à la compagnie régionale de Rouen
Société par actions simplifiée au capital de 369 225€
378 735 823 RCS ROUEN
N° d'identification à la TVA : FR 18 378 735 823

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1 avril 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III – JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV – VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES A L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la Présidente et dans les autres documents adressés à l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêtés des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes.

V – RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Présidente.

VI – RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans

DP.

toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

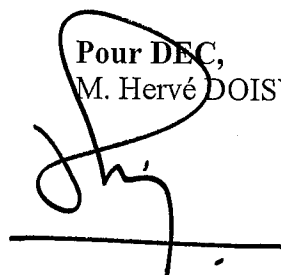
Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Mont Saint Aignan,
Le 28 juillet 2020.

Pour DEC,
M. Hervé DOISY



■ Bilan Actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 29/02/2020	Net 31/03/2019
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val. similaires	490	490		
Fonds commercial (1)	1 053 000		1 053 000	1 053 000
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	206 656	55 750	150 905	171 469
Autres immobilisations corporelles	896 646	195 043	701 603	760 141
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	21 305		21 305	20 909
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	2 178 097	251 283	1 926 814	2 005 519
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	741 672		741 672	882 724
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	20 166	151	20 015	19 471
Autres créances	132 349		132 349	184 653
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	800 196		800 196	578 443
Charges constatées d'avance (3)	8 355		8 355	2 520
TOTAL ACTIF CIRCULANT	1 702 739	151	1 702 588	1 667 811
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	3 880 835	251 434	3 629 401	3 673 330
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

P

■ Bilan Passif

	29/02/2020	31/03/2019
CAPITAUX PROPRES		
Capital	82 800	82 800
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	580 000	580 000
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	4 140	4 140
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	649 793	492 580
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	104 562	157 213
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	1 421 296	1 316 733
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	919 137	1 087 523
Emprunts et dettes financières diverses (3)	105 296	108 485
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	971 333	969 893
Dettes fiscales et sociales	193 287	189 169
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	720	1 526
Produits constatés d'avance (1)	18 333	
TOTAL DETTES	2 208 105	2 356 597
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	3 629 401	3 673 330
(1) Dont à plus d'un an (a)	734 102	903 436
(1) Dont à moins d'un an (a)	1 474 004	1 453 161
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	France	Exportations	29/02/2020	31/03/2019
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises	10 642 448		10 642 448	12 907 853
Production vendue (biens)	879 633		879 633	1 285 773
Production vendue (services)	189 773		189 773	213 598
Chiffre d'affaires net	11 711 854		11 711 854	14 407 224
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			8 214	8 774
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			21 949	11 393
Autres produits			18 348	8 211
Total produits d'exploitation (II)			11 760 364	14 435 602
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises			8 965 225	10 878 420
Variations de stock			141 052	207 306
Achats de matières premières et autres approvisionnements			623 806	891 672
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			780 928	990 139
Impôts, taxes et versements assimilés			131 674	115 862
Salaires et traitements			695 882	843 273
Charges sociales			156 321	216 711
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			115 423	124 396
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			151	1 230
- Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Autres charges			12 872	10 511
Total charges d'exploitation (III)			11 626 334	14 279 521
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			137 031	156 081
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			216	406
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			216	406
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			7 625	10 797
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			7 625	10 797
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			-7 409	-10 391
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			129 622	145 690

■ Compte de résultat(suite)

	29/02/2020	31/03/2019
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	3 587	45 716
Sur opérations en capital		11 500
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	3 587	57 216
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		10 480
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total charges exceptionnelles (VIII)		10 480
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	3 587	46 736
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	28 646	35 213
Total des produits (I+II+V+VII)	11 764 167	14 493 224
Total des charges (III+IV+VI+VIII+IX+X)	11 659 604	14 336 011
BENEFICE OU PERTE	104 562	157 213
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		





ANNEXE

Exercice du 01/04/2019 au 29/02/2020

8

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS CLOVIS

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 29/02/2020, dont le total est de 3 629 401 euro et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 104 562 euro.

L'exercice a une durée de 11 mois, recouvrant la période du 01/04/2019 au 29/02/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 27/05/2020 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 29/02/2020 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 4 novembre 2016.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les états financiers de l'entité ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité. Les activités ont commencé à être affectées par COVID-19 au premier trimestre (ou semestre) 2020. Compte tenu du caractère récent de l'épidémie et des mesures annoncées par le gouvernement pour aider les entreprises, l'entité n'est toutefois pas en capacité d'en apprécier l'impact chiffré éventuel.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euro.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

En cas de présence d'un fonds de commerce ou droit au bail, si celui-ci ne fait pas l'objet d'un plan d'amortissement, un test de dépréciation est réalisé.

Le test de dépréciation est réalisé à partir d'une approche comparative (% du chiffre d'affaires annuel applicable dans la branche d'activité, multiple de l'excédent brut d'exploitation retraité,...).

Une provision est comptabilisée quand la valeur d'utilité issue du test de dépréciation est inférieure à la valeur comptable.

Règles et méthodes comptables

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Titres de participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

En cas de présence à la date de clôture de l'exercice, la valeur brute des titres est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

En cas d'existence dans les présents comptes, les stocks et les en-cours sont valorisés :

- à leur prix d'achat net augmenté des frais accessoires pour les matières premières et les marchandises,
- à leur coût de production pour les en-cours de production,
- à leur prix de revient pour les produits finis.

Des provisions pour dépréciations ont été constituées chaque fois que la valeur vénale du bien était inférieure à sa valeur d'inventaire.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 0 %
- Taux de croissance des salaires : 0,5 %
- Age de départ à la retraite : 62 ans
- Table de taux de mortalité : Table Insee 2018

■ Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	1 053 000			1 053 000
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	490			490
Immobilisations incorporelles	1 053 490			1 053 490
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	203 152	3 504		206 656
- Installations générales, agencements aménagements divers	854 466	32 817		887 283
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	9 363			9 363
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	1 066 981	36 321		1 103 302
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	20 909	396		21 305
Immobilisations financières	20 909	396		21 305
ACTIF IMMOBILISE	2 141 380	36 717		2 178 097

■ Notes sur le bilan

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

	29/02/2020
Éléments achetés	
Éléments réévalués	1 053 000
Éléments reçus en apport	
Total	1 053 000

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	490			490
Immobilisations incorporelles	490			490
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	31 682	24 068		55 750
- Installations générales, agencements aménagements divers	99 549	89 758		189 307
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	4 139	1 596		5 735
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	135 370	115 423		250 793
ACTIF IMMOBILISE	135 860	115 423		251 283

■ Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	21 305		21 305
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	20 166	20 166	
Autres	132 349	132 349	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	8 355	8 355	
Total	182 175	160 870	21 305
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	
Disponibilités	67 155
Total	67 155

■ Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières	1 230	151	1 230	151
Total	1 230	151	1 230	151
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		151	1 230	
Financières				
Exceptionnelles				

Capitaux propres

Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	828	100,00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	828	100,00

■ Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	919 137	185 035	734 102	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	971 333	971 333		
Dettes fiscales et sociales	193 287	193 287		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	106 016	106 016		
Produits constatés d'avance	18 333	18 333		
Total	2 208 105	1 474 004	734 102	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	168 322			
(**) Dont envers les associés	105 296			

Charges à payer

	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	352
Emprunts et dettes financières divers	1 267
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	65 449
Dettes fiscales et sociales	157 454
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
Total	224 523

■ Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Montant
Charges d'exploitation	8 355
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
Total	8 355

Produits constatés d'avance

	Montant
Produits d'exploitation	18 333
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
Total	18 333

■ **Autres informations****Evénements postérieurs à la clôture**

La société CLOVIS a cessé l'activité de l'exploitation d'un fonds commercial Carrefour Market au 29 février 2020 mais elle refacture un loyer commercial à une nouvelle société PILALEURE.

Engagements financiers**Engagements donnés**

	Montant en euro
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
<i>Nantissement du Fonds de Commerce à hauteur du montant du prêt du Crédit Agricole</i>	918 784
Autres engagements donnés	918 784
Total	918 784
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

28

■ Autres informations

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 105 800 euro

Pour un régime à prestations définies, il est fait application de la recommandation n°2003-R.01 du 1er avril 2003.

CLOVIS
Triage de la Pelleterie
27160 BRETEUIL SUR ITON

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR
LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

ASSEMBLEE GENERALE D'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 29 FEVRIER 2020

À l'assemblée générale de la société CLOVIS,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisé ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

I. CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale, en application des dispositions de l'article L. 227-10 du code de commerce.

Mont Saint Aignan
Le 28 juillet 2020,

DIAGNOSTIC EXPERTISE CONSEIL

Siège social
Parc de la Vatine
7, rue A. Sakharov
76130 Mont-Saint-Aignan
Tél. : 02 35 61 45 00
Fax : 02 35 61 43 89

decmsa@groupe-dec.fr
www.groupe-dec.fr

Bureau secondaire
71, avenue Adolphe Geeraert
59240 Dunkerque
Tél. : 03 28 26 66 50
Fax : 03 61 17 80 55

decmsa@groupe-dec.fr
www.groupe-dec.fr



DEC - Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre de la région Rouen-Normandie
Société de Commissariat aux comptes inscrite à la Compagnie régionale de Rouen
Société par actions simplifiée au capital de 369 225€
378 735 823 RCS ROUEN
N° d'identification à la TVA : FR 18 378 735 823

Pour DEC,
M. Herve DOISY

